

**Objet de la décision : Rétrocession d'une concession funéraire
(case de columbarium n°20)**

Publiée le : 05 novembre 2025

Transmise au Représentant de l'État le : 05 novembre 2025

Le Maire de la Commune de Saint-Georges-de-Luzençon,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-22,
- Vu la délibération **D2024-053** en date du **05 décembre 2025** par lequel le Conseil Municipal a autorisé le Maire à prendre, par délégations, les décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement le point 08. « Monsieur Le Maire est chargé de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières »,
- Vu la demande d'acquisition de [REDACTED] et l'arrêté en date du 10 août 2021 attribuant la case n°20 du columbarium pour une durée perpétuelle au prix de 810 €,
- Considérant la demande du 10 août 2025 de [REDACTED] épouse de [REDACTED] souhaitant rétrocéder à la Commune la case de columbarium n°20,

DECIDE

Article 1.

De reprendre la case de columbarium n°20 et de procéder au remboursement à [REDACTED] concessionnaire.

Article 2.

De fixer le montant du remboursement à la somme de 810 €, le prix d'achat.

Article 3.

La présente décision sera exécutoire dès publication électronique sur le site internet de la Commune et télétransmission au représentant de l'Etat conformément aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 4.

La présente décision sera transcrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

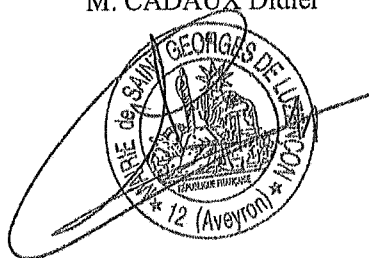
Article 5.

Il sera rendu compte de la signature de la présente décision lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à Saint-Georges-de-Luzençon

Le 05 novembre 2025

Pour extrait conforme,
Le Maire
M. CADAUX Didier



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours :

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R 421-1 du Code de la justice administrative.

Dans les 2 mois à partir de la notification du présent arrêté, vous pouvez entreprendre :

- un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale,
- et/ou
- un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.